

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DU/DES  
MARCHE(S) DE TRANSPORTS ET D'HEBERGEMENT DE  
PROFESSIONNELS

**Marché n°2025-08**

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) valant Acte  
d'Engagement (A.E.)

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>3</b>
1.1	PREAMBULE	3
1.2	OBJET DU MARCHÉ	3
1.3	PROCEDURE DE CONSULTATION	3
1.4	NEGOCIATION	3
1.5	DUREE DU MARCHÉ	3
1.6	LIEU D'EXECUTION	3
1.7	PRESTATIONS SIMILAIRES	3
1.8	VARIANTES	3
<b>ARTICLE 2</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
2.1	PIECES PARTICULIERES	4
2.2	EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES	4
2.3	VERIFICATION DES DOCUMENTS	4
<b>ARTICLE 3</b>	<b>DESCRIPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>4</b>
3.1	CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION	4
3.2	DESCRIPTION DES PHASES	4
3.3	PRESENCE DU TITULAIRE SUR SITE	6
3.4	CONDITIONS DE REMISE ET DE VALIDATION DES LIVRABLES	6
<b>ARTICLE 4</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>6</b>
4.1	MODALITES DE COMMANDE	6
<b>ARTICLE 5</b>	<b>VERIFICATIONS ET ADMISSION</b>	<b>6</b>
5.1	OPERATION D'ADMISSION	6
<b>ARTICLE 6</b>	<b>CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU MARCHÉ</b>	<b>6</b>
6.1	FORME DE PRIX	6
6.2	CONTENU DES PRIX	6
6.3	MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	6
6.4	AVANCE FORFAITAIRE	7
6.5	MODALITES DE REGLEMENT	7
<b>ARTICLE 7</b>	<b>PRESENTATION DES FACTURES</b>	<b>7</b>
7.1	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	7
<b>ARTICLE 8</b>	<b>PENALITES DE RETARD</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9</b>	<b>RETENUE DE GARANTIE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10</b>	<b>DROIT, LANGUE, MONNAIE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11</b>	<b>ASSURANCES</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 12</b>	<b>RESILIATION DU MARCHÉ</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 13</b>	<b>ENGAGEMENT</b>	<b>8</b>
13.1	CONTRACTANT	8
13.2	PAIEMENT	9

## ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Préambule

L'université de Technologie de Troyes est désignée dans le présent marché sous l'appellation « Université de Technologie de Troyes », « UTT », « administration », « l'université » ou encore « pouvoir adjudicateur ».

L'opérateur économique retenu pour réaliser les prestations est désigné dans le présent marché sous l'appellation « titulaire ».

### 1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation du ou des marché (s) de transports et d'hébergement de professionnels.

La mission est répartie en 4 phases :

Phase 1 : Analyse de l'existant et préconisations prenant en compte les contraintes liées au fonctionnement de la GBCP (Gestion Budgétaire et Comptable Publique)

Phase 2 : Établissement des pièces de consultation des entreprises (AAPC, DCE, relance si infructueux...)

Phase 3 : Assistance à l'analyse des offres

Phase 4 : Accompagnement au déploiement et paramétrage de la plateforme avec nos outils et nos process

### 1.3 Procédure de consultation

La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée établie en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la Commande Publique.

### 1.4 Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats ou d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

### 1.5 Durée du marché

Le marché prendra effet à compter de la date de notification et prendra fin suite à la réalisation de la phase 4.

Le marché de transport et d'hébergement, objet de la présente assistance à maîtrise d'ouvrage, doit prendre effet avant le 17 juin 2026 (date de fin du marché actuel).

### 1.6 Lieu d'exécution

Les prestations objet du présent marché se dérouleront, pour tout ou partie de celles-ci, à l'adresse principale de l'UTT.

### 1.7 Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires par le titulaire dans les trois ans à compter de la notification du présent marché (cf. article R.2122-7 du Code de la Commande Publique).

### 1.8 Variantes

Les variantes sont autorisées. La réponse à l'offre de base est obligatoire.

## ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est constitué par les documents ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

## 2.1 Pièces particulières

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) valant Acte d'Engagement (AE) et dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi ;
- Le mémoire technique ou offre du titulaire accompagné d'un calendrier détaillé par phase.

*Toute offre indiquant des valeurs (délais, durée...) inférieures aux valeurs exigées dans le CCP, seront considérées comme contractuelles et feront référence pour le calcul des pénalités indiquées à l'article 8 du présent CCP.*

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire, contraire aux clauses de l'acte d'engagement, et du CCAG / FCS.

## 2.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent marché. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

## 2.3 Vérification des documents

L'entreprise doit se rendre compte de l'importance et de la nature des prestations et fournitures à réaliser et suppléer, le cas échéant, par ses connaissances ou son expérience, aux détails du projet qu'elle jugerait insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraires aux règles administratives à respecter.

Toutes les rectifications éventuellement nécessaires et les incidences financières qui en découleraient sont incluses dans le prix forfaitaire indiqué à l'article 6 du présent document.

Le présent document ne pouvant prétendre à la description détaillée de toutes les opérations, le titulaire ne pourra, en aucun cas, arguer d'une différence d'interprétation et se prévaloir d'omission ou de manque de renseignements pour refuser l'exécution des prestations jugées utiles à la parfaite réalisation de la mission.

## ARTICLE 3 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 3.1 Conditions d'exécution de la mission

L'Université a actuellement un marché de transport et d'hébergements de professionnels qui se termine le 17/06/2026 : Portail de réservation online (train, avion, hôtel)

### 3.2 Description des phases

#### 3.2.1 Phase 1 : Analyse de l'existant et préconisations

Pour cette première phase, l'Université mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des missions : copie du contrat de transport et d'hébergement en cours, données actualisées, etc. Cette phase comportera :

Identification de l'existant, notamment :

- Historique et vécu du contrat de transport et d'hébergement en cours, fonctionnement interne UTT
- Récolte des données actualisées : extractions diverses

Analyse du contrat de transport et d'hébergement souscrit, notamment :

- Adéquation du contrat en cours en fonction des besoins réels en transport et hébergement,
- Mise en évidence des contraintes et limites compte tenu du besoin,
- Examen d'éventuelles redondances avec d'autres contrats (notamment assurances),

- Prise en compte des observations des assistantes quant au côté pratique (réservation, annulation, clarté du prix, facturation...)

#### Préconisations relatives au futur contrat, notamment :

- Proposition d'axes d'amélioration, moyens à mettre en œuvre, enjeux liés au volet DDRS, ...
- Estimation des budgets,
- Détermination du choix de la procédure de mise en concurrence, dans le respect des textes de la commande publique
- Établissement d'un rétro-planning de la procédure de mise en concurrence.

#### **Livrables :**

À l'issue de cette 1<sup>re</sup> phase, le titulaire remettra un rapport reprenant, notamment, l'ensemble des éléments ci-dessus détaillés qu'il aura examiné.

Délai de la phase 1 : **A renseigner par le candidat dans son offre**

### 3.2.2 Phase 2 : Établissement des pièces de consultation des entreprises

Les missions de cette seconde phase seront exécutées par le titulaire conformément aux résultats de la phase 1, et notamment aux préconisations qu'il aura faites s'agissant du nombre et de la forme du ou des marchés à passer, sous réserve de l'acceptation de ses conclusions par le pouvoir adjudicateur.

- Pour l'établissement de ces pièces, le titulaire devra préalablement définir :
  - Le besoin,
  - Les caractéristiques de la mise en concurrence (pièces exigées au titre de la candidature, de l'offre, critères de sélections des candidatures et de jugement des offres, négociation, etc.).
- Rédaction matérielle des pièces du/des DCE, notamment :
  - Avis d'Appel Public à la Concurrence d'après le modèle BOAMP
  - Règlement de la consultation,
  - Acte d'engagement,
  - Cahier des clauses administratives particulières,
  - Cahier des clauses techniques particulières,
  - Pièces financières (bordereaux de prix),
  - Pièces techniques (cadre de réponse technique, ...)
  - Annexes éventuelles.
- Rédaction des réponses aux questions de candidats pendant la consultation

#### **Livrables :**

À l'issue de cette 2<sup>e</sup> phase, le titulaire remettra en version numérique les pièces du/des DCE.

Délai de la phase 2 : **A renseigner par le candidat dans son offre**

### 3.2.3 Phase 3 : Assistance à l'analyse des offres

- Assistance à l'analyse des candidatures et des offres :
  - Analyse administrative financière et technique détaillée des offres : argumentaire, tableaux synthétiques, etc.,
  - Rédaction et analyse des demandes de précision si nécessaire.

#### **Livrables :**

À l'issue de cette 3<sup>e</sup> phase, le titulaire remettra et présentera sur site :

- Le rapport d'analyse détaillé avant négociation, le cas échéant, des offres selon les différents lots ;
- Le rapport d'analyse détaillé final après négociation, le cas échéant, des offres selon les différents lots ;
- Les comptes rendus de négociation le cas échéant

Délai estimé de la phase 3 : **A renseigner par le candidat dans son offre**

### **3.3 Présence du titulaire sur site**

Pour les phases 1 et 3 de la prestation, le titulaire sera amené à se rendre sur le site de l'UTT pour instruire le dossier ou participer à une réunion. Le candidat dimensionnera son offre en conséquence.

### **3.4 Conditions de remise et de validation des livrables**

Les livrables sont à fournir en version numérique en priorité.

Les livrables pourront être remis au pouvoir adjudicateur à l'occasion d'une réunion de travail ou par courriel en format Word, Excel ou équivalent. Le pouvoir adjudicateur accusera réception de ces livrables.

Les livrables feront l'objet d'une acceptation écrite du pouvoir adjudicateur qui vaudra, le cas échéant, validation de la phase.

En cas de modification demandée par le pouvoir adjudicateur, les livrables concernés seront retournés et corrigés autant de fois que nécessaires par le titulaire dans le délai qui lui sera imparti, jusqu'à validation finale. Le prix du marché tient compte de ces échanges éventuels, aucun supplément ne pourra être accordé.

## **ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1 Modalités de commande**

La notification du présent marché vaut date de début d'exécution des prestations et marque le départ du délai contractuel d'exécution.

## **ARTICLE 5 VERIFICATIONS ET ADMISSION**

### **5.1 Opération d'admission**

L'admission est prononcée par la personne habilitée à cet effet désignée par le pouvoir adjudicateur. Elle consiste en la constatation de service fait (livrables), validé par le pouvoir adjudicateur ou son délégataire.

Trois décisions de non-admission peuvent être prises : ajournement, réfaction ou rejet.

Si les prestations réalisées ne sont pas effectives, le titulaire doit prendre toute disposition pour réaliser la prestation demandée dans le délai imparti. L'UTT peut également décider de différer en tout ou en partie le règlement ou de le réduire (réfaction).

L'admission ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité éventuelle.

## **ARTICLE 6 CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU MARCHE**

### **6.1 Forme de prix**

Les prix applicables au présent marché sont forfaitaires et sont ceux figurant à l'article 13 du présent document. Tous les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et règles en vigueur au moment de l'exécution de la prestation.

L'unité monétaire est l'euro.

### **6.2 Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et aux assurances jusqu'aux lieux de livraison et également tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire du lot concerné à l'occasion du marché (frais de déplacement des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations, réunions, frais d'assurance, etc.)

### **6.3 Modalités de variations des prix**

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

## **6.4 Avance forfaitaire**

Sans objet

## **6.5 Modalités de règlement**

Les paiements s'effectueront sur présentation de factures correspondantes aux prestations réalisées par phase et validées.

## **ARTICLE 7 PRESENTATION DES FACTURES**

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G/ F.C.S et transmises obligatoirement via le Portail Chorus Pro (permettant la transmission aux établissements publics de factures dématérialisées)

Les demandes de paiement seront établies avec, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du marché (2025-08) ;
- le numéro de la phase ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le détail des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG/FCS ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

## **7.1 Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires est fixé par décret. Il s'agit du taux de refinancement principal de la Banque centrale européenne, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile (1<sup>er</sup> janvier – 1<sup>er</sup> juillet) au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé par décret. Le montant de cette indemnité est de 40 €, non assujéti à la TVA.

## **ARTICLE 8 PENALITES DE RETARD**

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G./F.C.S., toute pénalité due sera exigée dès le premier euro. Le champ d'application de la TVA ne s'applique pas sur les pénalités.

Lorsque les délais contractuels d'intervention et d'exécution des prestations définies au CCP sont dépassés par le fait du titulaire, et en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

En cas de retard dans la livraison des livrables, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité équivalente à 50 euros TTC par 48 heures de retard. Au-delà de 8 jours de retard, cette pénalité est doublée.

## **ARTICLE 9     RETENUE DE GARANTIE**

Sans objet

## **ARTICLE 10    DROIT, LANGUE, MONNAIE**

En cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 11    ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 12    RESILIATION DU MARCHE**

Le marché pourra être résilié conformément aux dispositions prévues au chapitre 7 du C.C.A.G. / F.C.S.  
La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

### Résiliation pour faute

En plus des cas prévus par l'article 38 du C.C.A.G./F.C.S., le marché pourra aussi être résilié par le pouvoir adjudicateur pour faute du titulaire en cas d'inexécution, de mauvaise exécution, de non-respect ou violations d'une ou de plusieurs prescriptions contractuelles.

L'administration signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a 15 jours pour présenter ses observations, ainsi que le cas échéant, les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai, ou si l'administration constate que malgré son avertissement le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation pour faute.

## **ARTICLE 13    ENGAGEMENT**

### **13.1     Contractant**

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché, indiquées à l'article 2 du présent cahier des clauses particulières faisant référence au CCAG-Fournitures courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire, *nom prénom fonction* .....



☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société ..... sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :

☐ aux prix indiqués ci-dessous ;

Montant H.T.	Montant T.V.A.	Montant T.T.C.	Soit en toutes lettres (Montant T.T.C.)
.....	.....	.....	.....

## 13.2 Paiement

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

La personne publique contractante se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

- Ouvert au nom de : .....  
Domiciliation : .....  
Code banque : ..... Code guichet : ..... N° de compte : ..... Clé RIB : .....  
IBAN : .....  
BIC : .....

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles R.2143-5 à R.2143-10 du Code la Commande Publique.

## ARTICLE 14 DÉROGATION AU C.C.A.G. / F.C.S.

Le présent CCP déroge aux articles suivants du C.C.A.G./ F.C.S. :

Article du CCP	Article du C.C.A.G / F.C.S. auquel il est dérogé
8	14
12	38

## ENGAGEMENT DU CANDIDAT

---

*Fait en un seul original*

A .....

Le .....

**Signature du candidat**

## ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

---

*Est acceptée la présente offre pour valoir  
Marché*

A Troyes.....

Le (date de signature électronique)

**Signature du représentant du pouvoir adjudicateur**

Le Directeur de l'UTT et par délégation